

eMag de l'action climat en Afrique

**#3 Garantir la sécurité
alimentaire et la gestion durable
des ressources à l'échelle locale**

30/03/2023



en partenariat avec

Afrik
21

L'œil de l'Observatoire

Agroécologie : Concilier pratiques traditionnelles et nouvelles

Mélaïne Assè Wassa Sama, Climate Chance



Mélaïne Assè Wassa Sama, Chargé de projet action climat en Afrique chez Climate Chance interroge les oppositions et possibles convergences entre les pratiques traditionnelles et les nouvelles approches de l'agroécologie.

Quel est le contexte sur le continent ?

En 2021, 278 millions de personnes ont été touchées par la faim. Pour faire face au défi de la sécurité alimentaire, il est nécessaire de transformer l'agriculture, secteur qui représente 23% du PIB et emploie 65% de la population. Cette ambition amène souvent à se concentrer sur des approches nouvelles exogènes au détriment des pratiques traditionnelles

“L'Afrique regorge de pratiques traditionnelles qui pourraient être utiles à la mutation du paradigme agricole sur le continent mais elles sont soit méconnues, soit en disparition.

Qu'entend-t-on par pratiques traditionnelles ?

Ce sont des techniques et savoir-faire ancestraux détenus par les populations locales ou autochtones. Par exemple dans le Sahel, les pasteurs peuls utilisent un calendrier qui distingue cinq saisons et permet de mieux comprendre et anticiper les risques climatiques pour orienter les techniques d'élevage. Au Burkina Faso, le "zaï", technique promue par Yacouba Sawadogo, rend au sol sa fertilité et permet de meilleurs rendements. Finalement, on se rend compte que de nombreux peuples ont des savoir-faire adaptés à l'environnement mais ils sont souvent mis à l'écart au profit de techniques exogènes. Cela est accentué par l'influence des politiques internationales

Ces nouvelles pratiques prennent-elles en compte les savoirs locaux ?

Depuis l'époque coloniale, les programmes de préservation des sols et forêts font la promotion de pratiques extérieures ignorant les particularités locales et excluant les peuples autochtones. De plus, les semences exogènes (transgéniques) ont été promues, obligeant à acheter de nouvelles semences pour chaque culture alors que les semences traditionnelles pouvaient se conserver. Cela a provoqué l'abandon des pratiques de semences traditionnelles.

Peut-on penser un modèle agroécologique afin de réunir les approches traditionnelles et nouvelles ?

Un proverbe dit que pour réconcilier, il ne faut pas amener un couteau qui tranche mais plutôt une aiguille qui coud. L'agroécologie est une approche qui tient compte des dynamiques locales, des acteurs locaux et intègre les besoins sociaux et environnementaux pour garantir une agriculture durable. Ce modèle défend la souveraineté alimentaire et les droits des paysans. Les avantages sont :

- L'inclusion des acteurs locaux et la valorisation des pratiques traditionnelles. ([Lire l'analyse du Bilan Sectoriel 2022 sur l'agroécologie à Durban](#))
- L'inclusion de toutes les couches sociales, en particulier des femmes
- La mise en valeur des petits agriculteurs grâce au partage de connaissances, pratiques et variétés traditionnelles adaptées aux contextes locaux.

L'agroécologie a encore d'énormes pas à faire mais les initiatives présentées dans cet eMag montrent également qu'il y a déjà de grandes choses qui sont faites.

Pour plus d'informations sur [l'Observatoire Afrique](#), contactez Mélaïne Assè Wassa Sama : melaine.sama@climate-chance.org

[Lire la Note : Agriculture durable en Afrique : concilier pratiques traditionnelles et approches nouvelles.](#)



en partenariat avec



L'œil de l'Observatoire

Développement local durable et agroforesterie

Marie-Ange Kalenga, Experte indépendante



Marie-Ange Kalenga, Spécialiste des ressources naturelles, du climat et de la gouvernance environnementale explique les avantages et les conditions d'une agroécologie bénéfique pour les populations locales et autochtones.

Qu'est-ce que l'agroforesterie ?

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture la définit comme un système d'utilisation des terres qui conjugue la gestion de la forêt à la culture ou l'élevage. C'est une approche utilisée dans le cadre de la promotion de l'agroécologie. Ce n'est pas une nouvelle idée, car elle est pratiquée depuis des décennies par des communautés forestières en Afrique de l'Ouest et Centrale mais aussi en Asie du Sud Est. Le but est de concilier préservation des arbres, culture vivrière et services écosystémiques. L'agroforesterie connaît aujourd'hui un regain d'intérêt car la communauté internationale se mobilise pour lutter contre la déforestation, la perte de biodiversité et les changements climatiques.

Quels sont les avantages des modèles agroforestiers ?

L'agroforesterie permet à des communautés forestières et à des petits agriculteurs d'éviter la déforestation pour cultiver, de préserver les sols, améliorer les rendements agricoles et renforcer la résilience des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles.

Diverses initiatives et programmes menés par des institutions internationales, ONG internationales et locales promeuvent ce modèle mais le soutien apporté et son amplitude dépendent du contexte politique et économique. Malheureusement, de trop nombreuses initiatives agroécologiques priorisent les enjeux économiques au dépend des enjeux sociaux. C'est pourquoi des ONG environnementales comme le Fern proposent une approche fondée sur les droits qui permettent d'atteindre pleinement le potentiel écosystémique.



Une agroforesterie qui ne prend en compte que les enjeux économiques à court terme ne permet pas aux communautés de bénéficier de retombées sociales et économiques positives.

L'agroforesterie peut-elle constituer une alternative aux modèles agricoles responsables de la déforestation ?

L'agroforesterie est un moyen de dépasser le modèle de l'agriculture sur brûlis qui domine en Afrique Centrale et contribue à la déforestation. Il ne faut pas pour autant accuser les "petits" agriculteurs qui ont besoin de terres pour cultiver et n'ont pas les moyens de production nécessaires pour éviter le défrichement. L'approche basée sur les savoirs locaux mais adaptée avec des techniques nouvelles est donc très importante pour préserver la forêt, y compris pour l'export.

Quelles sont les principes fondateurs de l'agroforesterie ?

Les ONG environnementales préconisent de fonder l'agroforesterie sur :

- L'égalité et l'intégration des questions relatives au genre pour inclure les femmes,
- La sécurité foncière et la propriété des arbres pour asseoir une agroforesterie pérenne dans un contexte de pression sur les ressources,
- La gouvernance participative,
- L'assurance que les bénéfices sont distribués de façon équitable,
- La garantie à long terme d'une approche socio-écologique qui prenne autant en compte les aspects sociaux et qu'écologiques.

Contactez Marie-Ange Kalenga :
marieangelkalenga.reel@gmail.com



en partenariat avec



La rubrique d'Afrik 21

Du One Forest Summit au Sommet des trois bassins forestiers mondiaux

Boris Ngounou, Afrik 21



Boris Ngounou, journaliste du média Afrik 21 spécialisé sur le développement durable en Afrique, nous partage des articles d'actualité sur la préservation de la biodiversité et des forêts à travers les événements internationaux.



La Journée internationale des forêts vient de s'achever, quelles conclusions pouvons nous tirer de cette édition ?

La Journée Internationale des forêts a eu lieu le 21 mars. Pour cette édition 2023, le thème était "Forêts et santé". En effet, l'humanité dépend fortement des forêts en termes de santé, mais aussi pour la nourriture, l'énergie ou le logement.

Il existe une relation très étroite entre les forêts et l'humanité, d'autant plus que certaines communautés ont besoin des forêts pour générer des revenus économiques. Ces raisons expliquent que la communauté internationale s'implique de plus en plus dans la préservation et la protection des forêts.

Qu'en est-il du One Forest Summit qui s'est tenu les 1er et 2 mars derniers ?

Ce sommet organisé par la France et le Gabon a permis de rassembler un grand nombre d'acteurs. A l'issue de l'événement, les participants ont adopté le "Plan de Libreville" dont l'approche est basée sur l'Accord de Paris. Il se veut un instrument permettant au pays de préserver et protéger leurs forêts ([Lire l'article sur les ambitions du Plan de Libreville](#)).

L'une des initiatives issue du One Forest Summit est la mise en place de partenariats de conservation dans le but de soutenir les pays exemplaires en matière de préservation des forêts.



Le plus grand défi pour la préservation des forêts en Afrique est de concilier leur protection avec le développement économique des pays.

Nous assistons actuellement à des projets de déforestation dans la forêt équatoriale, notamment au Cameroun et au Congo. C'est d'autant plus préoccupant que la forêt congolaise est l'un des trois grands bassins mondiaux. Sa préservation est vitale pour lutte contre le réchauffement climatique et elle n'a pas été mentionnée lors du One Forest Summit ([Lire l'article sur le traitement du bassin du Congo au One Forest Summit](#)).

Nous espérons que cette question sera abordée lors du Sommet des trois grands bassins forestiers qui se déroulera au mois de juin prochain à Brazzaville, République du Congo ([Lire l'article sur le sommet des trois grands bassins forestiers de la planète](#)).

Plus d'articles à lire sur le site : <https://www.afrik21.africa/>



en partenariat avec

**Afrik
21**

Développer la chaîne de valeur du miel pour conserver de la forêt



Wirsiy Emmanuel Binyuy, Cameroon Gender & Environment Watch (CAMGEW)

Wirsiy Emmanuel Binyuy, chef d'équipe de **CAMGEW**, présente des projets d'agroforesterie intégrant une approche genre qui promeut l'indépendance économique des femmes par leur implication dans des activités productives comme l'apiculture ou l'accès à la microfinance.



Pourquoi l'apiculture est-elle au centre du projet ?

Nous utilisons les abeilles comme lien entre l'humain et la nature. La valeur ajoutée de la forêt réside surtout dans les plantes médicinales et le miel. Les femmes sont très impliquées dans le reboisement car elle dépendent de la forêt économiquement. L'apiculture est aussi essentielle pour prévenir des incendies. De fait, nous opérons dans la forêt de Kilum-Ijim qui a subi des dommages dûs aux feux. Les membres de la communauté disposent à présent de ruches pour produire du miel. Cela apporte des revenus et les rend plus actifs dans la protection de la forêt car ils y voient un moyen de gagner leur vie.

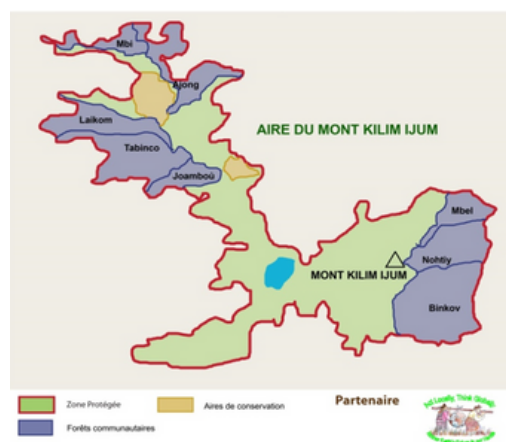
Nous travaillons également avec une communauté qui rencontre des conflits avec les éléphants. Comme ces derniers n'aiment pas les abeilles, nous avons formé les membres de la communauté à l'apiculture. Les mini-ruches autour de leur village éloignent les éléphants.

Consultez le projet sur notre Cartographie de l'action !
Contactez CAMGEW : camgew@gmail.com

Quel est le rôle des femmes dans ces projets ?

“ L'apiculture est vue comme une activité masculine donc nous avons besoin de trouver des moyens pour mieux intégrer les femmes dans le processus.

Nous avons commencé à encourager les femmes à participer au projet et à présent, lorsque nous les formons, nous leurs donnons deux ruches, contre une pour les hommes. En termes de gestion, nous organisons des coopératives auxquelles les femmes participent et représentent au minimum un tiers des membres. Nous leur donnons ensuite la priorité pour certaines activités et nous avons un projet de micro-financement dans la forêt de Kilum-Ijim qui est exclusivement réservé aux femmes.



Comment promouvez-vous de l'agroforesterie ?

La région de Kilum-Ijim est la deuxième zone montagneuse du Cameroun. C'est une zone très escarpée qui souffre d'érosion et de glissements de terrain. Nous avons trouvé une méthode pour combiner des plantes qui préservent les sols, fournissent de la nourriture et réduisent les glissements de terrain. De plus, les membres de la communauté ont été formés à la gestion du paysage pour préserver la fertilité des sols et retenir l'eau afin de sécuriser la production alimentaire.



en partenariat avec



Agroécologie, sécurité alimentaire et prévention des conflits au Niger



**Mahamadou Sanoussi Hassane,
FUSCN-Mooriben**

Mahamadou Sanoussi Hassane, directeur de la Fédération des Unions de Sociétés Coopératives du Niger Mooriben présente des projets d'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la gestion des conflits.



Quelle est la mission de votre organisation ?

Mooriben est constituée de plus de 57 000 membres dont 63% de femmes. Notre organisation cherche à construire d'ici à 2025 une agriculture familiale professionnelle durable, diversifiée et autonome. On met en avant le respect de l'environnement tout en produisant plus.

Comment prévenir et gérer les conflits d'accès aux ressources partagées ?

On crée des cadres de concertation qui réunissent tous les acteurs : éleveurs, bergers, producteurs, services techniques de l'Etat, chefs de village, etc. Les problèmes sont débattus dans des réunions, en particulier à la veille des campagnes agricoles, au milieu de la saison puis à la fin, notamment pour décider collectivement des dates pour l'accès aux terres.

Quels projets d'agroécologie sont portés par votre structure ?

Nous faisons d'abord du renforcement des capacités des acteurs sur différents sujets : formation aux pratiques traditionnelles de conservation et fertilisation des sols avec des produits bio et locaux, formation des femmes aux techniques de production et transformation des produits agricoles (farines, transformation de l'arachide),

Pour promouvoir les pratiques agroécologiques, nous menons des actions de reconstitution des cheptels des foyers pour leur permettre de produire la fibre organique utilisée dans leurs exploitations d'oignons. Cette technique permet de conserver les oignons jusqu'à six mois alors que l'utilisation d'engrais chimiques risque d'entraîner la perte de 50% de la production au bout d'un mois seulement. Ainsi, la productivité et les revenus des exploitants augmentent. Les banques céréalières permettent de conserver les céréales pendant six mois et sont vendues pendant les périodes de soudures, ce qui participe à renforcer la résilience des populations à la sécheresse.

Enfin, on initie les productrices à la production de plans forestiers utilisés pour reboiser et protéger les champs contre les inondations et le vent. Cela permet aussi de produire du bois de chauffe et du fourrage pour les animaux.

Contactez la FUSCN MOORIBEN : mooriben@yahoo.fr

Regardez le replay de l'eMag #3



en partenariat avec



Prochains événements

Retrouvez-nous une fois par mois, le jeudi de 15:00 à 16:15 CEST
pour un rendez-vous thématique en ligne
sur l'adaptation et l'atténuation du changement climatique en
Afrique, à retrouver ensuite en version magazine.



Financement pour les pertes et dommages et l'adaptation

[Cliquez pour vous inscrire](#)



Mobilité et transport durables

[Cliquez pour vous inscrire](#)



Economie circulaire et gestion des déchets

[Cliquez pour vous inscrire](#)



Planification et habitat durables

[Cliquez pour vous inscrire](#)



CLIMATE
CHANCE

en partenariat avec

**Afrik
21**

eMag écrit par Chloé Quinonero et María Lucini

association@climate-chance.org

<https://www.climate-chance.org/>